

# Incendie dans un site Seveso à Grand-Couronne, dans la banlieue de Rouen

Par L'Obs

2-3 minutes

---

Un incident est survenu dans une usine Saipol à Grand-Couronne, dans la banlieue sud de Rouen, selon la préfecture de Seine-Maritime. Le site, qui fabrique des agrocarburants, est classé Seveso seuil bas.

[Selon France Bleu Normandie](#), un incendie s'est déclaré à 12h50 après une explosion. Le personnel a été évacué et environ 80 pompiers ont commencé leur intervention peu après. Selon le maire de Grand-Couronne Patrice Dupray, citant des informations que lui a communiqué la préfecture, il n'y a « *pas de blessés* » et le sinistre est « *en voie de résolution* ».

« *Selon les éléments dont nous disposons, il n'y aucun blessé en raison notamment du fait que c'était l'heure du changement d'équipe* », a précisé le responsable de la CGT de Seine-Maritime, Gérald Le Corre.

## Des précédents dans la région

Un Plan d'opération interne (POI) a été déclenché et les pompiers sont sur place. La préfecture demande de « *respecter le périmètre de sécurité de 500 mètres mis en place* ».

Saipol possède deux sites en Seine-Maritime, à Grand-Couronne et Dieppe, selon France Bleu qui rappelle que sur le site de Dieppe, deux personnes étaient mortes dans une explosion survenue en février 2018.

Le site Saipol de Grand-Couronne est distant d'environ 10 km de l'usine Lubrizol, autre site Seveso de produits chimiques frappé par [un important incendie le 26 septembre dernier](#).

Dans un entretien vidéo [accordé au site Normandie actu](#), Patrice Dupray a assuré qu'il n'y avait pas de risque de pollution et que « *le*

*seul produit dangereux dans l'usine [...], un stockage d'exane » avait été « mis hors feu ». « On fait de l'huile et de l'alimentation animale ici. Ce n'est pas Lubrizol ».*

*« Malgré les incendies de Lubrizol et de la raffinerie Total à Gonfreville le 14 décembre dernier, nous constatons que les industriels n'ont pas pris de mesures de sécurité renforcées, que les ministères du Travail et de l'environnement n'ont pas mis les moyens nécessaires pour multiplier les contrôles en matière de risques incendies et explosion », a déploré la CGT dans communiqué.*